F-FRC.10201

COUP-D'OEIL POLITIQUE (1)

SUR LES RELATIONS EXTÉRIEURES DE LA FRANCE,

Case FRC 17298

PAR M. DEPÈRE, Député du Département de Lot et Garonne.

LA France vient de se donner une constitution qui étonne l'Europe, et laisse tous les Rois qui se

(1) Je ne sais si je me trompe, mais j'ai pensé qu'à la veille des grands événemens qui se préparent, les considérations que je présente ici, pourroient n'être pas tout-à-fait inutiles, en disposant seulement les esprits à la méditation des objets importans et nouveaux qui vont faire la matière des délibérations de l'assemblée nationale. La liste des orateurs inscrits pour la parole, sur l'office de l'empereur, est si nombreuse, que j'ai préféré la voie de l'impression, plutôt que de faire une opinion à prononcer à la tribune.

THE NEWBERRY LIBRARY

partagent cette belle partie du monde, dans une attente inquiète de l'avenir.

On voit cette anxiété politique percer à travers l'entortillement réfléchi de leur correspondance diplomatique, avec le roi des français, au sujet de son acceptation de l'acte constitutionnel.

Cette correspondance, d'ailleurs insignifiante, présente encore une autre observation à l'œil attentif : c'est qu'aucune puissance de l'Europe n'a reconnu la souveraineté de la nation française ; elles semblent attendre toutes qu'elle-même annonce le nouveau système politique qu'elle va suivre, et qu'elles devront adopter.

L'étonnante révolution dont elles sont les témoins, celle qu'elle ne fait que précéder, les tient éveillées ; elles cherchent à se garantir de la secousse inévitable que l'univers va ressentir.

Dans l'incertitude de ce qui doit arriver, elles voudroient bien retarder, peut-être même se flattent-elles de prévenir un événement qui doit changer tous leurs anciens rapports politiques, tous les principes machiavéliques sur lesquels ils reposent.

Les nouveaux traités que les principales de ces puissances viennent de passer entre elles, l'agitation de tous les cabinets, décèlent assez et les craintes et les desseins de ceux qui les dirigent. Ce n'est pas l'intérêt de quelques princes étrangers possessionnés en France, ce n'est pas la

compassion pour nos émigrés, c'est la crainte de l'influence trop subite de nos principes politiques qui cause tous ces mouvemens auxquels on les voit se livrer.

Les monarques qui, forts autrefois de l'alliance des rois de France, faisoient peser leur sceptre de fer et sur leurs sujets, et sur leurs voisins, sont ceux aujourd'hui dont l'inquiète perplexité est la plus marquée ; ils sont devenus les moteurs d'une ligue qu'ils tentent de former contre la Nation française. Ils pensent que s'ils peuvent l'arrêter dans sa marche, s'ils peuvent obscurcir le nouveau jour qu'elle va faire luire sur tous les peuples de la terre, ils pourront encore prolonger pendant des siècles la durée des ténèbres sans lesquelles leur tyrannique empire ne peut plus se maintenir : c'est ainsi qu'ils sacrifient le bonheur des peuples à de criminelles jouissances.

Quelle est la situation de la France dans cet état des choses ? Elle a puru d'abord comme étourdie de l'agitation intérieure qu'elle vient d'éprouver ; elle s'est comme isolée : mais, dans l'étonnement que lui cause sa nouvelle manière d'être, et dont elle n'est peut-être pas encore tout-à-fait revenue, elle a pourtant levé ses regards sur l'univers ; elle a vu les différentes puissances conjurées contre elle, et elle a présenté la contenance du lion qui, à son réveil, verroit les habitans des

bois tous réunis contre lui. Elle a senti sa force ; elle s'est sentie capable de lutter avec avantage contre une ligue qui montre plus d'audace que de véritable puissance.

Mais cette lutte doit elle s'y livrer ? Oui, si ses ennemis, assez aveuglés pour se précipiter vers leur ruine, osent la commencer ; mais, au contraire, si elle peut l'éviter, elle le doit. Elle le doit, pour ne pas retarder plus long-temps son bonheur et celui du monde entier, dont la Providence semble aujourd'hui lui avoir confié sa destinée.

C'est donc à elle à faire cesser toutes les incertitudes qui ont produit momentanément cette monstrueuse confédération entre toutes les puissances ; elle doit s'élancer subitement dans la carrière politique, prendre son rang, et fixer aux Nations les nouveaux rapports qu'elles doivent avoir entre elles.

Son système politique est formé par la Constitution même ; c'est la paix. Répéter au milieu de l'appareil de guerre dont elle s'est environnée, qu'elle veut la paix, ce sera donner le signal qui doit enfin faire succéder un calme parfait à cette turbulente fermentation, qui, trop long-temps, a fait gémir l'humanité.

Mais ce nouveau système ne lui permet plus de renouer ses anciennes liaisons, quand ses anciens

alliés eux-mêmes ne les auroient pas rompues par leurs trahisons. Le despotisme inquisitorial des Rois d'Espagne sur leurs sujets des deux mondes, l'ambition, active autant que sourde, de la maison d'Autriche, l'écarteroient bientôt de ses principes. Une alliance aussi mal assortie, qui a eu déjà pour elle d'aussi pernicieux effets, ne peut plus lui inspirer à elle-même aucune confiance ; elle entretiendroit les inquiétudes et les jalousies des autres Nations ; elle finiroit par reproduire le désordre, qu'elle doit faire cesser autour d'elle comme dans son sein même.

La France doit se rappeler qu'à diverses époques elle a éprouvé de grands revers, qu'elle a vu long-temps retarder le cours de ses prospérités, qu'elle a vu tarir jusqu'à la source de ses richesses, et elle doit rapporter tous ses maux à ses longues querelles avec l'Angleterre. Une rivalité qui avoit pour cause les principes différens de leur gouvernement, des intérêts mal entendus, plutôt que l'antipathie des peuples, a trop long-temps divisé les deux Nations. Elle doit se rappeler que cette rivalité seule, adroitement entretenue par les autres puissances, qui autrement restoient condamnées à ne jouer jamais qu'un rôle subalterne, leur a donné quelque considération ; et en attirant la France et l'Angleterre dans leurs querelles, elles ont donné aux guerres qu'elles se sont fait

une importance qu'elles n'auroient jamais eu, si la France et l'Angleterre n'avoient voulu y jouer un rôle.

La France doit prévoir aussi que la liberté américaine doit infailliblement produire sur l'Amérique Méridionale la même influence que ses nouvelles lois vont porter sur le reste de l'Europe ; que la séparation de l'Amérique Méridionale d'avec ses anciennes métropoles, aura lieu dans un avenir plus rapproché qu'on ne pense. Cet événement et ses suites doivent attirer son attention ; il doit fixer aussi les regards de l'Angleterre, à qui toutes les autres considérations ne doivent pas échapper, les mêmes causes l'ayant exposée aux mêmes revers ; les deux nations doivent sentir à-la-fois que les motifs les plus puissans leur commandent une alliance prompte, étroite, indissoluble ; le souvenir des maux qu'elles se sont causés, qu'elle ont faits au monde entier, qui attend d'elles d'en être dédommagé ; le désordre de leurs finances, qui a sa source dans les folles dépenses auxquelles elles se sont portées pour se nuire, pour arrêter respectivement le cours d'une prospérité auxquels les appellent de nouveau et à-la-fois les principes actuels de leur gouvernement, et le nouvel ordre de choses qui s'annonce dans l'univers.

Ces deux puissantes nations, en s'unissant,

devront aussi enlacer dans les mêmes liens les États-Unis de l'Amérique, que leurs lois et leur future grandeur appellent déjà à l'honneur de cette triple alliance ; elle sera solide et durable, si elle a pour base les principes de la fraternité, d'un intérêt commun franc et loyal. Unies, qui pourroit vaincre ces trois nations ? L'empire des mers leur assurera celui des deux mondes et leurs trésors. Qui pourroit fuir ou craindre cet empire ? Sans doute elles ne voudroient que porter par-tout la connoissance de leurs sages lois, sans jamais s'écarter du respect dû aux lois établies, que répartir leurs trésors entre tous les peuples, par des échanges utiles, en dirigeant par-tout l'attention vers l'agriculture, une sage économie et les arts heureux de la paix. Oui, la force, la richesse, l'exemple des trois nations unies, commanderont bientôt à toutes les autres une conduite prudente et pacifique, dont elles ne pourroient s'écarter sans danger.

Le premier fruit d'une si belle union seroit une loi qui feroit incessamment quitter aux autres nations cet appareil militaire et menaçant, que l'ambition et le despotisme seuls ont imaginé pour soumettre le grand au petit nombre ; appareil qui semble uniquement fait pour préparer au genre humain des scènes d'horreurs dont trop souvent il s'est donné le spectacle à lui-même.

Le désarmement des puissances de l'Europe,

en réduisant les armées au nombre d'hommes nécessaire au maintien de l'ordre intérieur dans chaque association politique, y seroit la première source de la prospérité publique, par la raison que l'entretien de la force militaire y est aujourd'hui la première cause de l'oppression et de tous les maux qui l'accompagnent.

La France, l'Angleterre et les Etats-Unis, devront ensuite réduire aussi leurs troupes et leurs vaisseaux de guerre au nombre seulement convenable au soutien des lois, d'un commerce parfaitement libre, et de l'harmonique équilibre qu'elles auront établi.

Que de vexations cesseroient ! Que de sources fécondes s'ouvriroient à la félicité publique au moment fixé pour le grand événement qui uniroit tous les peuples par les liens de la fraternité ! Evénement possible, puisqu'on en voit déjà l'exemple dans ce qui se passe chez une nation de 25,000,000 d'ames; événement qui préviendroit pour l'avenir les convulsions inséparables d'un passage trop subit de l'oppression à la liberté ; événement qui établiroit et conserveroit plus sûrement une paix générale et perpétuelle que les rêves de l'abbé de Saint-Pierre, ou une diette qui seroit composée des représentans de toutes les nations.

Mais n'aurois-je fait aussi qu'un rêve ? Eh ! qui en empêcheroit la réalité, tandis que l'union

que je propose, pour en être le fondement, a elle-même pour base le véritable intérêt des nations qui doivent s'unir et les principes d'une philosophie sublime qu'elles professent également aujourd'hui ; tandis qu'elle a pour objet de rendre tous les peuples libres et heureux. Seroit-ce le génie qui préside aux conseils du cabinet de Saint-James ? On avance en effet que Pitt, mû par les principes de l'ancienne politique des rois, a pris une part active dans nos troubles ; qu'il a prodigué les trésors de l'Angleterre pour entretenir nos dissentions domestiques ; qu'il a voulu, par une conduite si peu loyale, mais qu'excuseroient pourtant nos anciens exemples, qu'il a voulu ou espéré procurer, dans l'incertitude des événemens, des avantages passagers à sa patrie ; mais aujourd'hui que la France a échappé à la crise qu'elle vient d'éprouver, que cette crise a été heureuse pour elle, qu'elle promet à cette grande et puissante nation, entièrement régénérée, un développement de forces inattendu, croit-on le génie de Pitt assez peu souple pour ne pas savoir refaire ses calculs sur de nouvelles données ; trop rétréci pour se prêter à de nouvelles vues, pour embrasser un système plus vaste ? Si cela est, il n'est pas digne de gouverner l'Angleterre ; alors la France doit quitter la route ordinaire, et proposer son amitié à la nation anglaise elle-même ; la nation anglaise trouvera dans cette

161

offre franche et généreuse ses intérêts trop bien menagés ; elle y appercevra une jouissance trop prompte des avantages qu'elle lui assure, pour ne pas en saisir l'à-propos, en arrachant son Machiavel aux longueurs, aux ambages d'une politique tortueuse et malfaisante. Nations libres, c'est à vous à commander la paix aux rois; c'est à vous à changer en houlettes les sceptres des despotes que vous aurez toujours pour ennemis ; sans une union intime entre vous, votre propre liberté ne vous est pas assurée, et c'est de vous que le monde entier l'attend pour ne faire de toutes les nations qu'une seule république.

J'ai manifesté mon opinion et mon vœu sur une des plus grandes questions politiques qui puissent occuper en ce moment ceux qui tiennent en leurs mains les destinées de la France ; je suis satisfait, si j'ai présenté une seule idée qui, fécondée par quelque heureux génie, pût amener un événement favorable à ma patrie. En tout cas, j'aurai marqué ma bonne volonté à remplir la tâche importante que m'ont confiée mes concitoyens ; je leur aurai fait connoître mon desir de les voir bientôt atteindre une félicité qui fait l'objet des travaux de l'Assemblée; je leur aurai fait voir que mon cœur ne cherche pas de bonheur qui ne soit inséparable de celui de tous.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.